

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE

La demande algérienne d'évaluation conjointe sera-t-elle acceptée ?

Formulée par l'Algérie, la demande d'une évaluation conjointe de la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne sera-t-elle acceptée par Bruxelles ? La réponse pourrait être connue à l'occasion du déplacement à Alger de la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Signé en 2002 mais entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne vient de célébrer ses dix ans.

Un accord voulu stimuler le développement de la coopération algéro-européenne dans tous les domaines avec comme corollaire un démantèlement tarifaire progressif et en tant que finalité économique, la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2017 mais qui a été reportée à 2020, sur demande de l'Algérie. Or, un accord d'association dont la mise en œuvre durant la décennie écoulée affiche un bilan assez mitigé.

Certes, des avancées ont été réalisées sur le plan du dialogue politique, celui-ci ayant été constant durant cette période, en ce qui concerne l'architecture institutionnelle de l'accord, l'impulsion de la concertation dans plusieurs domaines (énergie, recherche scientifique...). Pour autant, la mise en œuvre de cet accord n'a pas été concluante et a été considérée comme insuffisante, voire asymétrique pour la partie algérienne.

En effet, les objectifs escomptés par l'Algérie en matière de développement industriel et économique, attractivité de l'investissement direct et un meilleur positionnement sur les marchés internationaux, n'ont pas été concrétisés.

Voire, le partenaire européen a davantage profité de cette association que l'Algérie, une situation qui a amené notre pays en 2010 à geler unilatéralement les concessions tarifaires accordées tout en obtenant en 2012, après renégociation, le report à 2020 de la zone de libre-échange. Ainsi, les échanges commerciaux ont été assez déséquilibrés, au détriment de l'Algérie, un déséquilibre

devant perdurer et générer un manque à gagner estimé à 20 milliards de dollars de recettes douanières en 2020.

Notons que pour les sept premiers mois de 2015, le marché européen a fourni 50,62% des importations algériennes, soit 15,67 milliards de dollars sur la facture globale de 30,56 milliards de dollars. Or, avec une part de marché algérien pouvant atteindre les 55%, l'Union européenne n'a investi qu'à hauteur de 7,7 milliards de dollars entre 2002 et 2014.

Certes, l'Union européenne a octroyé globalement pour 1 milliard d'euros d'allocations, une enveloppe qui n'a pas été bien utilisée, de même qu'elle a décidé une dotation de l'ordre de 120 à 180 millions d'euros pour la période 2014-2017 mais qui s'avère inappropriée. Or, dans le contexte actuel de crise économique, l'Algérie semble soucieuse de refonder cet accord d'association, le promouvoir en un véritable acte de développement et en un instrument mutuellement profitable, de remédier à l'asymétrie partenariale.



Ramtane Lamamra et Federica Mogherini.

En effet, la diplomatie algérienne a saisi l'occasion de la célébration de ce dixième anniversaire pour demander à son partenaire l'ouverture de discussions sur une évaluation conjointe objective de la mise en œuvre de l'Accord d'association. Ainsi, notre pays a saisi la Haute Représentante de l'Union européenne pour demander officiellement et de manière argumentée l'ouverture de discussions avec le partenaire européen sur ce dossier. Une demande sur laquelle la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, en visite de travail depuis hier et aujourd'hui à

Alger, aura certainement à se prononcer.

L'Union européenne acceptera-t-elle ainsi la proposition algérienne ? En admettra-t-elle le bien-fondé, d'autant qu'il ne s'agit pas pour l'Algérie de remettre en cause cet Accord mais de le recadrer et le rééquilibrer, œuvrer à mieux l'optimiser en vue de concrétiser les objectifs escomptés initialement. Et cela dans la mesure où l'Algérie œuvre à gérer les répercussions de la chute des cours du pétrole, freiner les pertes fiscales induites par le nouveau schéma de démantèlement tarifaire en vigueur depuis le 1^{er} septembre et valoriser la contribution

de l'Accord dans la politique nationale.

Egalement au regard des multiples avantages comparatifs de l'Algérie en tant que fournisseur sûr et régulier de gaz (14% de la consommation européenne) et d'acteur majeur de maintien de la paix et de la sécurité dans la région, contribuant directement à la neutralisation de fléaux et menaces affectant le partenaire européen. Mais aussi dans le contexte où l'Algérie poursuit des négociations en vue de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), escomptant la signature d'un accord bilatéral avec l'Union européenne pour faciliter cette accession, mais aussi discute la mise en œuvre d'un plan d'action relatif à la nouvelle politique européenne de voisinage (PEV). Cela étant, l'adoption du plan d'action relatif à la PEV est subordonnée à l'avancement des discussions sur cet accord bilatéral. Rappelons que le Plan d'action est un document d'engagement sur une série d'actions à mener durant trois ou cinq ans dans les trois volets : politique et sécurité, économie et commerce, social et humain.

Des problématiques que la visite de la dirigeante européenne permettra certainement de traiter, au-delà des questions cruciales liées à la sécurité régionale, au terrorisme et aux migrations.

C. B.

SELON LE MINISTRE DES FINANCES

Sonelgaz ira vers l'emprunt obligataire

Le groupe Sonelgaz prépare un nouvel emprunt obligataire qui devrait être lancé en 2016. C'est ce que le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a annoncé hier lors d'une rencontre organisée par la Commission d'organisation et de supervision des opérations de bourse (Cosob).

Selon le ministre des Finances, les pouvoirs publics œuvrent à ce que «des entreprises publiques de taille deviennent des émettrices comme Sonelgaz». Le groupe Sonelgaz se

prépare pour le lancement de cet emprunt après avoir présenté une demande auprès de la Cosob, indiquera son président, Abdelhakim Berrah, en marge de cette rencontre. «Sonelgaz a un programme d'investissements qui dépassent les 15 milliards de dollars qui devrait être réalisé en recourant au financement du marché», a estimé M. Berrah qui n'a pas donné le montant de cet emprunt.

En 2008, Sonelgaz avait déjà lancé un emprunt obligataire grand public d'un montant de 25 milliards de dinars. Assez dynamique durant la fin de la décennie 1990 et le début de la

décennie 2000, le compartiment obligataire du marché financier a sombré par la suite dans une certaine léthargie.

La reprise de l'émission obligataire par Sonelgaz encouragera-t-elle d'autres opérateurs publics ou privés à y recourir, et donc permettre de relancer ce compartiment ? Et cela dans le contexte de la double nécessité de développer le marché financier et d'élargir les sources de financement des entreprises dans le contexte de réduction tant des revenus du pays et des liquidités bancaires.

C. B.

GESTION FINANCIÈRE DES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES PUBLICS

Sellal ordonne plus de rigueur

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a demandé aux membres du gouvernement de veiller à une gestion plus rigoureuse des ressources financières allouées aux administrations, organismes et établissements publics, selon une instruction dont l'APS a obtenu une copie.

«Dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques (...), je vous instruis de veiller personnellement à l'effet d'attirer l'attention des gestionnaires des administrations, organismes et établissements publics sous votre tutelle à faire preuve de plus de rigueur dans la gestion des ressources financières qui leur sont allouées», a indiqué M. Sellal dans son instruction datée du 10 septembre.

Ces ressources doivent être orientées exclusivement aux dépenses incompressibles afin d'assurer les missions dont elles sont investies et «ne doivent en aucun cas être affectées à des dépenses superflues», souligne-t-il.

Les administrations et organismes publics sont tenus ainsi de diminuer de 4% leurs dépenses de fonctionnement et de 20% les prestations téléphoniques et achat

de fournitures alors que les cadeaux de fin d'année sont à prohiber, précise M. Sellal, expliquant que ces réductions étaient «une nécessité fondamentale».

Cette démarche nécessite, poursuit-il, un audit et un contrôle précis sur ces actes de gestion en matière de dépenses afin de moraliser l'action publique.

Pour leur part, les organismes chargés du contrôle de la dépense publique seront tenus responsables de toute complicité ou défaillance, souligne le Premier ministre, ajoutant que des sanctions administratives seraient prises à l'encontre de tout responsable défaillant.



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

M. Sellal a demandé, dans le cadre de la «stricte» mise en œuvre de ces dispositions, de gérer de manière «rigoureuse et

efficace» les missions à l'étranger en limitant notamment leur nombre et durée.

APS